



HAL
open science

Une Allemagne désunie? Les traces géopolitiques de la partition Est/Ouest

Béatrice von Hirschhausen, Boris Grésillon

► **To cite this version:**

Béatrice von Hirschhausen, Boris Grésillon. Une Allemagne désunie? Les traces géopolitiques de la partition Est/Ouest. *Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique*, 2019, L'Allemagne trente ans après, 1989-2019, 175, pp.105-130. halshs-02354450

HAL Id: halshs-02354450

<https://shs.hal.science/halshs-02354450v1>

Submitted on 7 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une Allemagne désunie ? Les traces géopolitiques de la partition Est / Ouest

Béatrice von Hirschhausen et Boris Grésillon

Document avant dernières révisions de l'article paru dans *Hérodote – Revue de géographie et de géopolitique*, n°175 « La question allemande trente ans après la réunification », p. 105-130.

Résumé :

Cet article tente de dresser un bilan de la réunification des deux Allemagne, trente ans après la chute du Mur de Berlin, à travers le comportement électoral des Allemands. Par-delà la convergence progressive des niveaux de vie, des habitudes de consommation et des modes de vie entre ex-Allemands de l'Ouest et ex-Allemands de l'Est, il existe des différences, moins visibles mais bien réelles, entre la partie occidentale et la partie orientale de l'Allemagne. Cartes à l'appui, la géographie électorale, à l'échelle fédérale comme à l'échelle du Land de Berlin, fait apparaître sur toute la période un clivage Est / Ouest très fort. Comme si l'ancienne partition rejouait. Toujours constatée avec étonnement mais rarement interprétée avec discernement, ce rejeu de frontières géopolitiques fantômes est à mettre en relation avec des tendances démographiques, économiques et sociales profondes, que trente ans de réunification n'ont pas effacées et que nous analyserons.

Abstract :

This article attempts to take stock of the reunification of the two Germany, thirty years after the fall of the Berlin Wall, through the electoral behaviour of the Germans. Beyond the gradual convergence of living standards, consumption patterns and lifestyles between former West Germans and former East Germans, there are less visible but real differences between the western and eastern parts of Germany. Supported by maps, the electoral geography, at both federal and Land Berlin levels, shows a very strong East/West divide over the entire period. As if the old partition was replaying. Always noted with astonishment but rarely interpreted with discernment, this replay of ghostly geopolitical borders must be seen in relation to deep demographic, economic and social trends, which thirty years of reunification have not erased and which we will analyse.

Dans l'euphorie qui suit la chute du Mur le 9 novembre 1989 et les retrouvailles du peuple allemand dans les mois qui suivent cet événement capital, les projections les plus folles circulent à propos de Berlin, de l'Allemagne unifiée (on ne disait pas encore "réunifiée") et du rattrapage économique des Länder est-allemands (on ne parlait pas encore des "nouveaux Bundesländer"). L'heure était à l'émotion, pas encore aux comptes. Ainsi, comme le rappelle l'ancien président du Bundestag Wolfgang Thierse dans le long entretien qu'il nous a accordé pour ce dossier d'*Hérodote*, les démographes n'hésitaient pas à faire de Berlin une métropole de 5 millions d'habitants au début des années 2000 – Berlin-Est et Berlin-Ouest comptabilisaient ensemble 3,3 millions d'habitants en 1990 ; la ville en compte 3,65 millions en 2020 –, les économistes estimaient à dix ans maximum la période de transition durant

laquelle l'économie est-allemande serait remise à flot – 30 ans après, la période de transition n'est pas achevée –, et les politiques de l'Ouest, la CDU du chancelier Helmut Kohl en tête, s'emparaient en les détournant des slogans phares de la révolution pacifique de 1989 pour proclamer à l'ensemble de la population allemande : "*Wir sind das Volk !*" ("Nous sommes le peuple !") et "*Wir sind ein Volk!*" ("Nous sommes un seul peuple !")¹ ...et, dans la foulée, remporter haut la main les premières élections libres organisée depuis mars 1933 dans l'Allemagne unie. Nous sommes le 2 décembre 1990, l'acte officiel d'absorption de la RDA dans la République fédérale allemande a eu lieu le 3 octobre, le Mur commence à disparaître du paysage et les Allemands, enfin réconciliés avec eux-mêmes, s'apprêtent à vivre une Saint-Sylvestre dans l'allégresse. En fait, l'Allemagne vit dans un régime d'exception, fait d'euphorie et de doutes, depuis l'été 1989. Comment, dans un tel contexte, être lucide sur l'avenir quand celui-ci reste à écrire ?

Tout au délice des retrouvailles, les Allemands, dans leur immense majorité, ne songent guère aux lendemains de fête. Quant aux intellectuels dubitatifs d'Allemagne de l'Est, tels Heiner Müller, Stefan Heym, Christof Hein ou Christa Wolf, leurs arguments critiques à l'égard de l'unification portent peu face à l'introduction en fanfare de la monnaie-reine, le Deutsche-Mark, que les Allemands de l'Est obtiennent dès le 1er juillet 1990, avant même l'unification politique ; ils portent peu face à la possibilité de voyager ailleurs que dans le bloc socialiste ; ils portent peu, enfin, face à la liberté d'expression et à l'appétit de démocratie de la population. En outre, le miracle économique ouest-allemand, à peine ralenti par la récession des années 1970, laisse à penser que l'Allemagne de l'Ouest parviendra sans peine à remettre à niveau et à intégrer son homologue est-allemande.

30 ans après la chute du Mur, avec le recul historique, quel bilan peut-on tirer de la Réunification allemande ? Le rattrapage économique des Länder de l'Est a-t-il eu lieu ? Et la

¹ Il y aurait beaucoup à dire sur les détournements de ces deux slogans jumeaux de 1989. Ainsi, à l'origine, "Nous sommes *un seul* peuple !" était un slogan crié avant le 9 novembre 1989 par les manifestants est-allemands à l'adresse des forces de police venues les réprimer, dans l'espoir que ces dernières se solidarisent avec les manifestants ou du moins les laissent circuler. Dès le Mur tombé, et alors que l'Allemagne n'est même pas encore officiellement réunifiée, la CDU identifie le potentiel fédérateur de ce slogan et le reprend à son compte lors des campagnes électorales de l'année 1990, avec succès. Quant au slogan "*Nous* sommes le peuple !", il a la même origine historique que son jumeau mais il avait une autre signification. L'accent étant mis sur le "nous", il voulait dire : "Le peuple, c'est nous, ce n'est pas vous, membres du comité central, de la police politique de la Stasi, fonctionnaires zélés des ministères etc., qui avez le pouvoir". Ce slogan, le plus symbolique et le plus populaire de la révolution de 1989, connaît ensuite un étrange destin. Tandis qu'il est présent dans toutes les mémoires au cours de la décennie 1990, il réapparaît soudain, mais au passé, au moment de la commémoration du dixième anniversaire de la chute du Mur en novembre 1999 : sur une façade d'une tour d'Alexanderplatz, une gigantesque affiche proclame tristement : "*Wir wärendas Volk*" – "Nous étions le peuple". Comme s'il s'agissait d'acter la fin d'une utopie. Puis, pendant une quinzaine d'années (2000-2015), le slogan disparaît du champ médiatique et paraît définitivement rangé dans les livres d'histoire. Mais suite à l'afflux de migrants en provenance de Syrie et d'Irak à l'été 2015, les mouvements d'extrême-droite Pegida et Alternative für Deutschland (AfD) se ré-emparent soudain de la devise en la dévoyant. Dans leur bouche, "Nous sommes le peuple !" sous-entend clairement "...et pas eux, les étrangers, les immigrés, les réfugiés". La devise unitaire d'origine se transforme en cri de ralliement raciste. Elle ne rassemble plus, elle divise. Faut-il y voir le signe de l'éclatement de la société allemande ? Nous laissons le soin au spécialiste Michael Minkenberg d'esquisser des éléments de réponse dans son article.

convergence politique ? Les Allemands ont-ils enfin le sentiment de "grandir ensemble" (du verbe "*zusammenwachsen*", difficile à traduire) ?

Après avoir, dans une approche dialectique permettant de rendre compte de l'ambivalence du "bilan", présenté d'abord les succès puis les pierres d'achoppement du processus d'unification, clairement visibles à travers le comportement électoral des Allemands, nous essaierons d'en expliquer les causes profondes. Pour ce faire, nous mettrons notre propre analyse cartographique et diachronique de la géographie électorale au regard des résultats de sondages d'opinions et de cartes thématiques récemment publiés. Cet article est le fruit du dialogue au long cours de deux géographes français spécialistes de l'Allemagne installés à Berlin.

I. La Réunification côté pile : une convergence économique et sociale lente mais réussie entre l'Est et l'Ouest

Il a fallu une quinzaine d'années et des efforts considérables pour que l'Allemagne parvienne à remettre peu ou prou à flot l'économie est-allemande sinistrée et pour qu'elle retrouve son rang en Europe et dans le monde. Et encore, si l'Allemagne est effectivement redevenue depuis 2006 l'incontestable moteur économique de l'Europe, les disparités internes entre la partie occidentale performante et la partie orientale fragile demeurent. Elles mettront encore beaucoup de temps à se résorber.

Ce n'est pas faute d'avoir massivement investi dans les nouveaux *Bundesländer*. L'Allemagne a, certes, en partie sacrifié son modèle social pour redresser son économie et l'adapter à la globalisation, par le biais notamment des lois "Hartz" votées au début des années 2000 ; mais elle n'a pas sacrifié sa partie orientale. Entre 1990 et 2000, près de 900 milliards d'euros de fonds publics ont été investis dans les régions de l'ex-RDA – argent public destiné à alimenter les transferts sociaux, en particulier les allocations chômage, vers les nouveaux Länder, et à combler les dettes des entreprises et de l'Etat est-allemands. Ce programme d'aide, plus important encore que le Plan Marshall, n'a pourtant pas suffi à combler le fossé économique entre les deux Allemagne. En effet, les combinats est-allemands ayant été démantelés sans ménagement par la *Treuhandanstalt* (société fiduciaire chargée de privatiser les ex-entreprises publiques est-allemandes entre 1990 et 1994), ce sont au total 3,4 millions d'emplois industriels qui disparaissent en moins de cinq ans, pour un pays de 17 millions d'habitants et de 9,7 millions d'actifs : aucun autre ex-Etat socialiste des PECO n'a subi une telle thérapie de choc. Comment compenser une telle perte ? C'est toute la question qui se pose à l'Allemagne depuis trente ans, et que Wolfgang Thierse, premier Président est-allemand du Bundestag, avait évoquée en 2001 en mettant en garde contre le risque de décrochement irrémédiable des Länder pauvres de l'Est, qui se transformeraient alors en une sorte de *Mezzogiorno* à l'allemande (cf. entretien avec W. Thierse dans ce numéro). Si ce scénario catastrophe a depuis été évité, c'est parce que les *Bundesländer* est-allemands ont continué à recevoir de l'aide de tous les échelons institutionnels, Etat fédéral (au titre des

transferts sociaux), Länder (au titre du système de péréquation, c'est-à-dire du transfert financier des Länder riches vers les Länder pauvres) et de l'Union européenne (au titre de l'ex-objectif 1, qui concerne depuis 1990 tous les Länder de l'Est excepté Berlin et la Saxe depuis 2007²).

"*Aufbau Ost*" est le nom du programme fédéral de remise à niveau économique des Länder de l'ex-Allemagne de l'Est. Dans un premier temps, le "*Fonds Deutsche Einheit*" – le fond pour l'unification allemande – fut mis en place de 1990 à 1994, doté d'un budget de 80 Mds d'euros. Il fut suivi par le "*Solidarpakt I*" – le "*Pacte de solidarité I*" – doté de près de 100 Mds d'euros pour la période 1995-2004 puis par le "*Solidarpakt II*" – le "*Pacte de solidarité II*" – doté de 156,5 Mds d'euros pour la période 2005-2019. A ces deux "paquets solidarité" cofinancés par l'Etat fédéral et les Länder de l'Ouest viennent s'ajouter d'autres modes de soutien financier, émanant notamment des fonds structurels européens. Au final, on peut affirmer qu'aucune autre région au monde n'a jamais bénéficié d'un soutien financier aussi important en un temps aussi court.

En 2019, trente ans après la chute du Mur, la mue de la partie Est de l'Allemagne est spectaculaire. Elle est particulièrement visible dans les centres historiques des villes est-allemandes réhabilités avec soin, aux ruelles piétonnes pavées, aux façades baroques restaurés et aux espaces publics soignés (on peut citer les deux capitales saxonnes, Leipzig et Dresde, mais aussi des villes moyennes comme Görlitz, Halle, Schwerin ou Erfurt). Elle s'observe également dans l'état des infrastructures de transport, notamment des routes et des autoroutes, longtemps raillées pour leur vétusté et qui font aujourd'hui pâlir d'envie les automobilistes ouest-allemands. Au demeurant, cette mue a régulièrement fait grincer des dents du côté des Länder riches du Sud et de l'Ouest de l'Allemagne. Les transferts financiers de l'Ouest vers l'Est ne se sont pas passés sans frictions ni heurts ; mais ils n'ont jamais été interrompus ni sérieusement remis en cause.

Cependant, tous ces efforts ne sont pas vains. Les transferts massifs de l'Etat, des Länder de l'Ouest et de l'Union européenne s'accompagnent d'investissements lourds de la part des entreprises ouest-allemandes. Après quinze années de vaches maigres, l'Est de l'Allemagne enregistre depuis 2005 des taux de croissance dans l'industrie ainsi que des réussites économiques notables. Les nouveaux *Bundesländer* du Sud notamment, la Saxe et la Thuringe, ont vu s'établir des usines ultra-modernes dans les branches de l'automobile (Volkswagen à Dresde, Opel à Eisenach, BMW à Leipzig), de l'électronique (Motorola, AMD, Siemens dans la nouvelle « SiliconValley » saxonne, près de Dresde), ou encore de l'optique (région de Iéna en Thuringe). L'emploi industriel résiste, et le risque de formation d'un *Mezzogiorno* à l'Est de l'Allemagne, soulevé au début du nouveau millénaire, semble définitivement écarté. Ce n'est pas le moindre des paris relevés par l'Allemagne. De même, le

² Les régions de l'UE classées en « objectif 1 » sont celles dont le PIB est inférieur ou égal à 75 % de la moyenne du PIB communautaire.

chômage, longtemps endémique à l'Est, a très nettement reflué depuis quelques années. Alors qu'il se situait à un taux moyen de 20% entre 1998 et 2006 (contre 10% en moyenne dans les Länder de l'Ouest sur la même période), il est tombé à 7% en 2019, contre 5 % pour la moyenne nationale. Autrement dit, après avoir atteint des pics préoccupants à l'Est pendant les quinze premières années après le tournant de 1989-1990, le chômage y a plus nettement reculé que dans la partie Ouest à partir de 2006. Dans le même ordre d'idées, les différentiels de salaires, de niveaux de vie et de retraites entre l'Est et l'Ouest restent réels 30 ans après la chute du Mur, mais ils tendent à s'amenuiser. En revanche, au sein même des nouveaux Länder de l'Est, le fossé se creuse entre les régions dynamiques du Sud, Saxe et Thuringe, et les régions en difficulté du Nord, Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie et Saxe-Anhalt. Quant au Land de Berlin, il se trouve dans une situation à part du fait du fort degré d'attractivité internationale de la capitale.

Force est de constater qu'au petit jeu des pronostics, ceux qui prévoyaient un décrochage définitif de l'Allemagne de l'Est se sont trompés. Au contraire, c'est bien à un arrimage économique difficile mais réussi des Länder de l'Est auquel on a assisté. Et pourtant, comme nous allons le voir, le comportement électoral des Allemands de l'Est ne semble pas corroborer ce constat, bien au contraire.

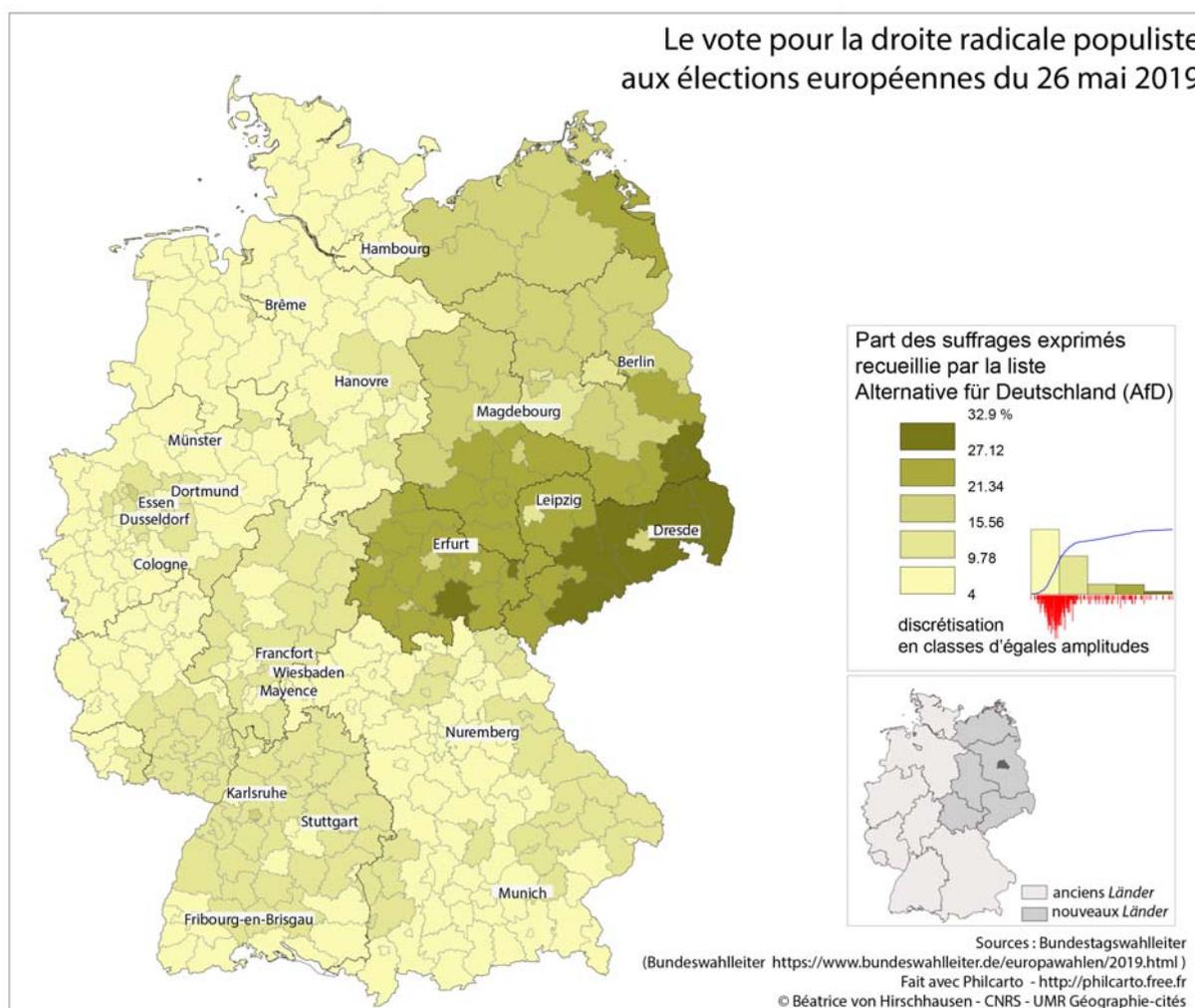
II. La Réunification côté face : un pays encore divisé ?

Au lendemain des dernières élections européennes de ce 26 mai 2019, le grand hebdomadaire *Die Zeit* titrait dans sa version en ligne : « Elections européenne : un pays divisé »³. Il constatait, comme aux élections parlementaires de 2017, le succès enregistré par l'AfD, le très populiste parti « *Alternative für Deutschland* », dans les Länder orientaux, où il a recueilli 21.8% des suffrages soit près de dix points de plus que dans les circonscriptions de l'Ouest. Et le journal ajoutait dans un commentaire politique du lendemain, à vrai dire dans une perspective plutôt surplombante : « *Ernstfall Ost* », ce que l'on pourrait traduire par « l'Est, un cas préoccupant », posant en sous-titre la question de savoir si l'on « pouvait encore sauver » cette partie de l'Allemagne, prise de fièvre xénophobe⁴.

³Die Zeit « Wahlergebnisse Europawahl: Gespaltenes Land » von Julian Stahnke, Julius Tröger, Sascha Venohr. *Zeit online*, 27.05.2019. <https://www.zeit.de/politik/deutschland/2019-05/wahlergebnisse-europawahl-hochburgen-daten>

⁴Die Zeit « Wahlergebnis in Ostdeutschland: Ernstfall Ost » ein kommentar von Christian Bangel. *Zeit online*, 28.05.2019: <https://www.zeit.de/politik/deutschland/2019-05/wahlergebnis-ostdeutschland-europawahl-afd-rechtsextremismus/komplettansicht>

Figure 1 : le vote AfD aux élections européennes du 26 mai 2019



La forte discontinuité observable sur la carte du vote AfD en 2019 (figure 1) est tout naturellement un motif sérieux d'interrogation et de doute pour la scène politique comme pour les commentateurs. L'Allemagne avait pu se croire guérie en profondeur des tentations d'extrême droite mais les scores supérieurs à 20% voire à 27% obtenus par l'AfD dans une grande partie des circonscriptions de l'Est, à la seule exception des espaces métropolitains, a de quoi surprendre et inquiéter. Dans certaines circonscriptions, ce parti recueille plus du tiers des voix. De plus, la discontinuité Est/Ouest n'est pas réservée au seul vote pour l'AfD : elle traverse la géographie de la plupart des partis⁵ et notamment celles du parti des Verts (Bundnis 90/ die Grünen), du parti Libéral (FDP) tous deux faiblement soutenus à l'Est tout comme la géographie de la gauche antilibérale (« Die Linke ») qui y gagne l'essentiel de ses voix. C'est donc, selon nous, biaiser l'analyse et conforter le stigmatisme qui marque souvent la société est-

⁵Zeit online, 27.05.2019. <https://www.zeit.de/politik/deutschland/2019-05/wahlergebnisse-europawahl-hochburgen-daten>

allemande dans l'espace public que de rabattre la singularité du vote dans les « nouveaux » *Länder* sur l'exceptionnel succès populiste de l'AfD. La divergence des choix politiques est plus profonde et c'est tout le paysage politique qu'il faut prendre en compte pour essayer de comprendre ce qui se joue.

Nous proposons ici d'examiner l'ensemble du paysage partisan, en nous fondant sur une analyse à deux niveaux des dernières élections parlementaires de septembre 2017 : à l'échelle fédérale et à l'échelle du *Land* de Berlin, qui vécut la division Est / Ouest dans sa chair et apparaît comme un condensé de la situation fédérale.

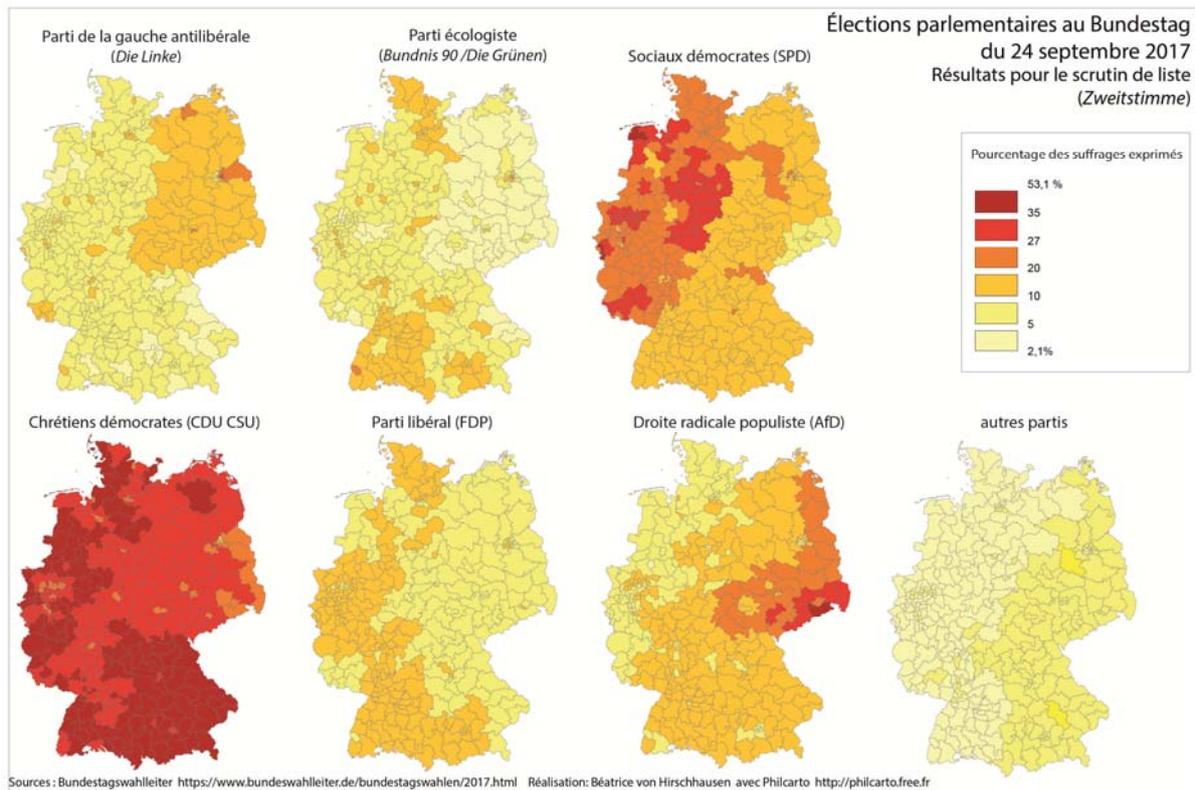
II.1- La géographie des élections fédérales de 2017

Les dernières grandes élections nationales au Bundestag en septembre 2017, ont été marquées par une fragilisation notable des grands partis populaires (*Volksparteien*) de la CDU/CSU (chrétiens-démocrates) et du SPD (sociaux-démocrates). 172 jours soit près de six mois ont été nécessaires à la constitution d'une coalition gouvernementale. Angela Merkel ayant échoué à s'allier aux libéraux du FDP et aux Verts, s'est à nouveau résolue à une nouvelle « grande coalition » formée à reculons afin éviter de nouvelles élections et associant, dans un attelage de plus en plus difficile, la CDU, la CSU et le SPD. Il est toutefois remarquable qu'aucune des deux options envisagées, que ce soit celle d'une coalition « jamaïcaine » qui aurait lié le vert des écologistes et le jaune des libéraux au noir de la CDU ou celle de la « grande coalition » chrétiens-démocrate/sociaux-démocrates, n'avait de soutien réel auprès de l'électorat des *Länder* orientaux. Même à l'échelle fine des communes, la carte dressée par la *Süddeutsche Zeitung* en février 2018 laissait apparaître des scores presque partout inférieurs à 50% pour les partis coalisés⁶. A l'échelle simplifiée des circonscriptions électorales (« *Wahlkreise* »), on repère également bien les éléments clés de cette géographie des votes de 2017 (figure 2). On a retenu ici les données électorales fournies pour le scrutin de listes (« *Zweitstimmen* »)⁷ et pour les seuls partis ayant acquis les 5% minimum de voix requis au niveau national pour pouvoir siéger au Bundestag. C'est dans l'Allemagne rhénane et dans le sud de la Bavière et du Bade-Wurtemberg que les quatre partis qui se sont partagés le pouvoir au cours des 30 dernières années (CDU/CSU, FDP, SPD et les Verts) – et pour les trois premiers cités, depuis 1949 en Allemagne de l'Ouest – ont trouvé leurs voix. Bien différente est en revanche la situation dans les *Länder* orientaux où le parti de la gauche antilibérale « *Die Linke* » se maintient et où émerge le vote populiste pour l'AfD, notamment dans le sud, en Saxe et en Thuringe.

⁶Süddeutsche Zeitung 19 février 2018

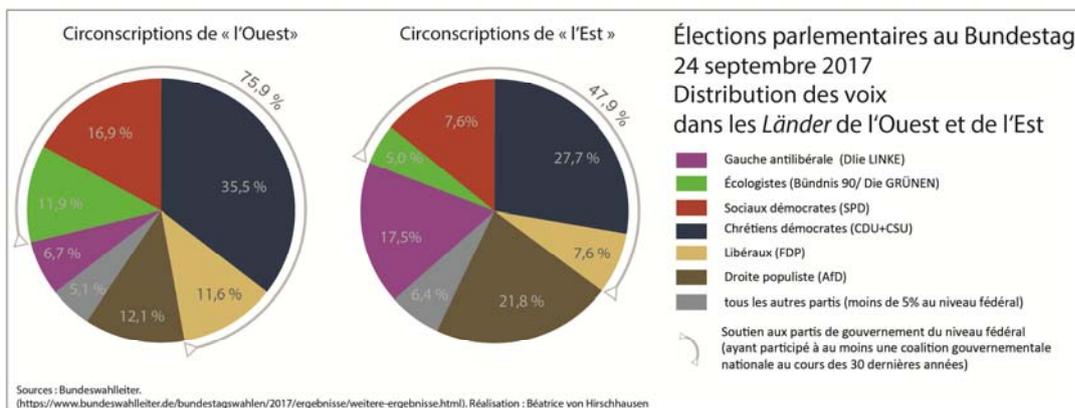
⁷ Lors des élections au Bundestag les électeurs se prononcent deux fois sur leur bulletin : leur « première voix » (*Erststimme*) élit au scrutin majoritaire simple un candidat dans chaque circonscription électorale ; leur « seconde voix » (*Zweitstimme*) désigne à la proportionnelle les députés des listes qui ont obtenu au moins 5% des suffrages.

Figure 2 : Résultats des élections parlementaires de 2017 pour les principaux partis.



Les résultats agrégés montrent que les partis de gouvernement font l'objet d'un réel désaveu dans la partie Est (figure 3) : alors qu'ils sont soutenus par plus des trois quarts (75,9%) des votants dans les circonscriptions de l'Ouest, ils recueillent moins de la moitié des voix (47,9%) dans les circonscriptions de l'Est, où les électeurs préfèrent donner majoritairement leurs suffrages à des partis d'opposition qui n'ont jamais été au pouvoir depuis la Réunification.

Figure 3 : distribution des voix par partis dans les Länder de l'Ouest et de l'Est.

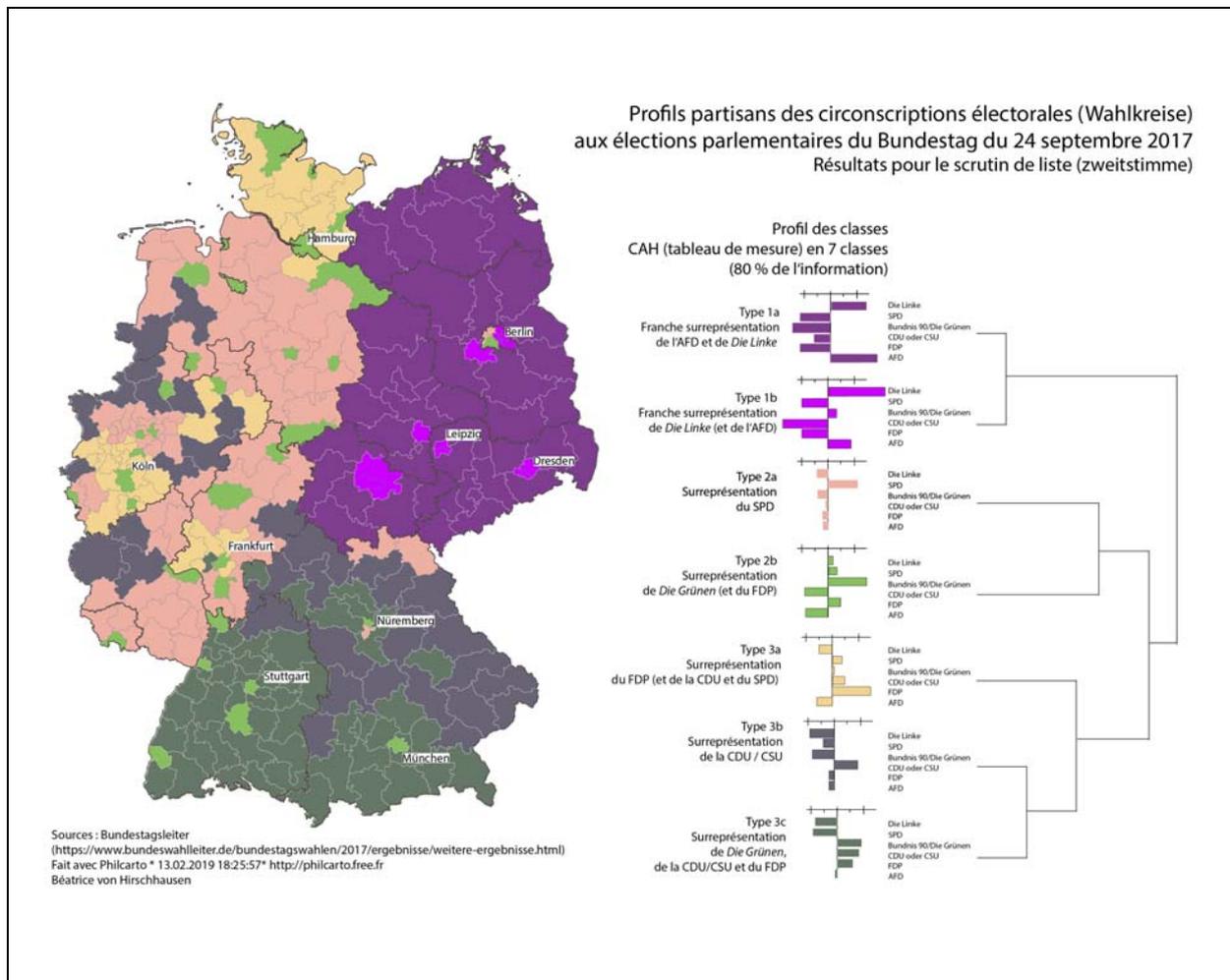


Ce sont ces configurations régionales des votes qu'il nous paraît important d'analyser. Elles sont complexes et composent les équilibres entre les différentes forces politiques

selon des modalités régionales bien individualisées. Nous avons eu pour cela cartographié une analyse multivariée des mêmes données que pour la figure 2. Cela offre une image synthétique des combinaisons partisans dans chaque circonscription (Figure 4)⁸. A la lecture de cette carte, nous retiendrons trois observations majeures.

La première observation porte sur la singularité particulièrement spectaculaire des *Länder* de l'Est. Alors que les circonscriptions de l'ancienne Allemagne de l'Ouest composent une mosaïque plutôt complexe, celles de l'Est sont exclusivement caractérisées par les profils 1a et 1b, remarquables par la surreprésentation des voix données au parti d'extrême gauche « *Die Linke* » et au parti d'extrême droite "Afd".

Figure 4 : Les profils partisans des circonscriptions électorales aux élections parlementaires de 2017



⁸Nous avons retenu le pourcentage des voix recueillies au niveau local pour chacun des 6 partis représentés au Bundestag. Ces 6 variables composent pour chaque circonscription ce que nous appelons son « profil partisan ». Une classification ascendante hiérarchique (CAH) permet ensuite de les agréger en sept classes correspondant à sept types de profils partisans.

La seconde observation a trait aux territoires de l'Ouest. Ils sont certes moins unitaires mais ils confèrent toutefois une belle lisibilité spatiale à la carte : on repère d'emblée de vastes entités régionales, organisées en ensembles cohérents. Cette organisation est d'autant plus remarquable qu'elle apparaît calée sur la maille des *Länder* : la plupart d'entre eux se singularise par un nombre réduit de types. Dans le sud par exemple, 42 de ses 46 circonscriptions de Bavière appartiennent aux types 3b et 3c, caractérisés par la surreprésentation de la CSU (exclusive pour le premier type ou combinée, pour le second, à une surreprésentation des Verts et des libéraux du FDP). C'est d'ailleurs ce dernier type (3c) qui capte 32 des 38 circonscriptions dans le Land méridional voisin du Bade-Wurtemberg. Le profil 2a, marqué par une surreprésentation des votes sociaux-démocrates est, quant à lui, fortement concentré à l'ouest et au nord-ouest, dans quatre *Länder* où il occupe les trois quarts des circonscriptions de la Sarre et de la Rhénanie Palatinat, ou bien partage la moitié des territoires de la Hesse et de la Basse Saxe avec les types 2b et 3b. Quant au Land de Rhénanie du Nord - Westphalie, le plus peuplé d'Allemagne avec ses 18 millions d'habitants, la longue hégémonie du SPD a laissé la place dans de vastes aires périurbaines à un profil partisan mixte où les libéraux du FDP surpassent nettement leur moyenne nationale ou bien au profil 3b, clairement dominé par la CDU. On le voit, les frontières des États fédérés structurent très fortement les paysages politiques régionaux, même lors de scrutins nationaux ; cela vient rappeler ici la puissance de ce niveau de construction de la société allemande.

La troisième observation porte sur l'individualisation du vote métropolitain, qui presque partout se distingue de celui des espaces alentours. Selon deux modèles toutefois : à l'Ouest, c'est la classe 2b, qui signale le vote des métropoles en combinant surreprésentation du vote « vert » (« *Bündnis 90/die Grünen* ») et secondairement des voix données aux sociaux-démocrates du SPD et aux libéraux du FDP. A l'Est en revanche, les grandes villes (Dresde, Leipzig, Erfurt, Halle) se singularisent par la prééminence de la gauche antilibérale de « *Die Linke* » ; c'est vrai aussi de Berlin Est et de Potsdam tandis que Berlin Ouest adopte les profils 2a et 2b des grandes villes ouest-allemandes. C'est justement en zoomant sur la capitale fédérale que nous allons pouvoir maintenant affiner l'analyse.

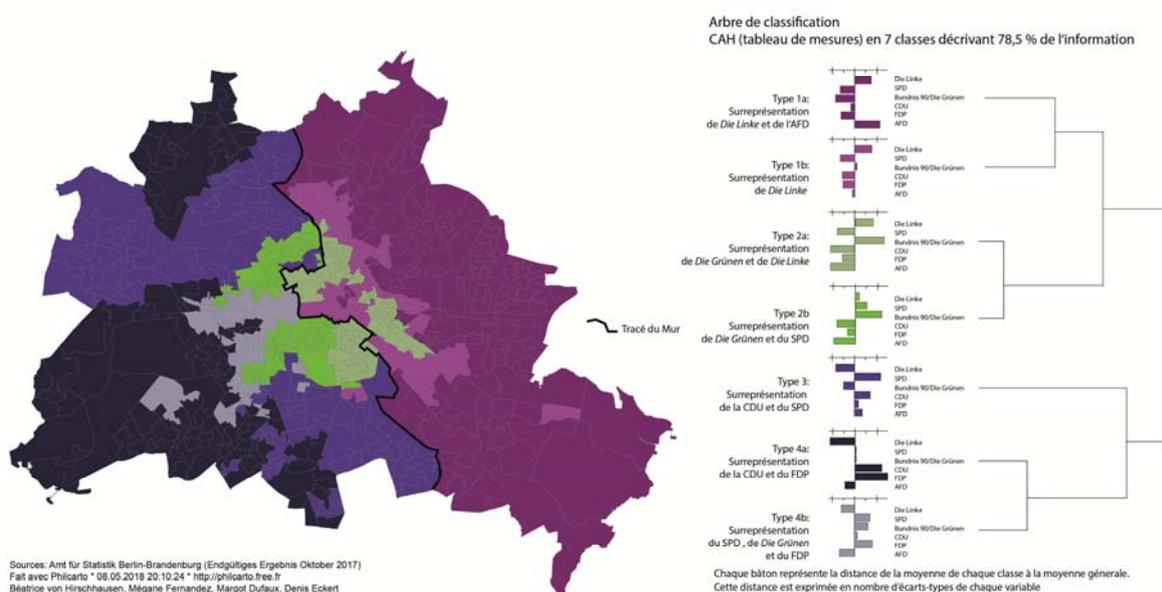
II.2- Zoom sur Berlin

A l'échelle de Berlin, nous reprenons la même méthodologie en traitant les données de ce même scrutin au niveau cette fois des bureaux de vote. Le résultat n'est pas moins spectaculaire. Il pourra paraître d'autant plus surprenant à l'échelle d'une agglomération urbaine : Berlin est certes étendu mais l'on pourrait s'attendre à ce que les 30 ans qui

nous séparent de la Chute du Mur mêlent les identités politiques et fondent les paysages partisans. Il n'en est rien : le « fantôme » du partage dans la géographie du vote est encore nettement lisible (Hocquet *et alii* 2017).

Figure 5 : Les profils partisans des bureaux de vote aux élections au Bundestag de 2017 à Berlin.

Elections parlementaires au Bundestag du 24 septembre 2017
Résultats pour le scrutin de liste ("Zweitstimme") dans le Land de Berlin



Comme à l'échelle nationale, la classification sépare à nouveau presque complètement l'Est de l'Ouest : à l'Est se concentrent presque à 100% les profils 1a et 1b, qui se singularisent par une surreprésentation de « Die Linke ». La nuance introduite par le profil 1b signale en outre la présence forte du vote AfD : dans la grande périphérie est-berlinoise, à Reinickendorf, Marzahn mais aussi Köpenick, le discours populiste trouve un écho certain. De l'autre côté, à l'Ouest, se concentrent les profils 4a et 4b, qui donnent plus de voix qu'ailleurs aux libéraux du FDP, mêlés dans les quartiers aisés du Sud-ouest (Zehlendorf, Grunewald, Dahlem) et du nord (Frohnau) au vote Chrétien démocrate et dans le centre de Willmersdorf et de Charlottenburg à un vote social-démocrate ou vert. L'Ouest a aussi ses quartiers de gauche, mais ce n'est pas la même gauche qu'à l'Est : ici, elle est dominée par le vote social-démocrate (type 3), dans de vastes périmètres historiquement ouvriers et où les populations sont socialement plus mêlées, les migrants et les étudiants plus nombreux. C'est le cas dans le Nord, à Wedding ou dans la partie sud de Neukölln. La prééminence des Verts dans le centre-ville (arrondissement de Mitte) signale en revanche les processus de gentrification accélérés de part et d'autre

de l'ancien mur. On remarque que le type 2b, où les Verts partagent leur domination avec le SPD, demeure strictement cantonné à l'Ouest du Mur, à Schöneberg ou au sud de Wedding. A l'Est, les Verts partagent leur avantage avec « *Die Linke* » (type 2a) : est-berlinois et étudiants préfèrent la gauche anti-libérale, héritière du PDS, et l'identité est-allemande. C'est le cas aussi à Kreuzberg et au nord de Neukölln, deux quartiers ouest-berlinois plus « rebelles » et où les sociaux-démocrates n'attirent pas grand monde.

Beaucoup mieux que les cartes simples de la géographie des partis, les cartes synthétiques des figures 4 et 5 restituent à l'échelle nationale comme à l'échelle de la capitale, des paysages partisans complexes et territorialisés : c'est la combinatoire des partis qui est intéressante et qui permet d'esquisser les ambiances politiques locales. La vigueur des traces du partage Est / Ouest laisse supposer que, même une génération après la Réunification des deux Allemagnes et alors que le corps électoral est en partie renouvelé par des votants qui n'ont pas été socialisés en RDA, ce sont les appartenances territoriales et les identifications spatiales qui prennent le pas chez les électeurs pour motiver leurs choix politiques. C'est l'efficacité étonnante de ces formes de détermination territoriale dont il faut maintenant tenter de sonder les raisons et d'analyser les motifs.

III. Analyse de la singularisation est-allemande

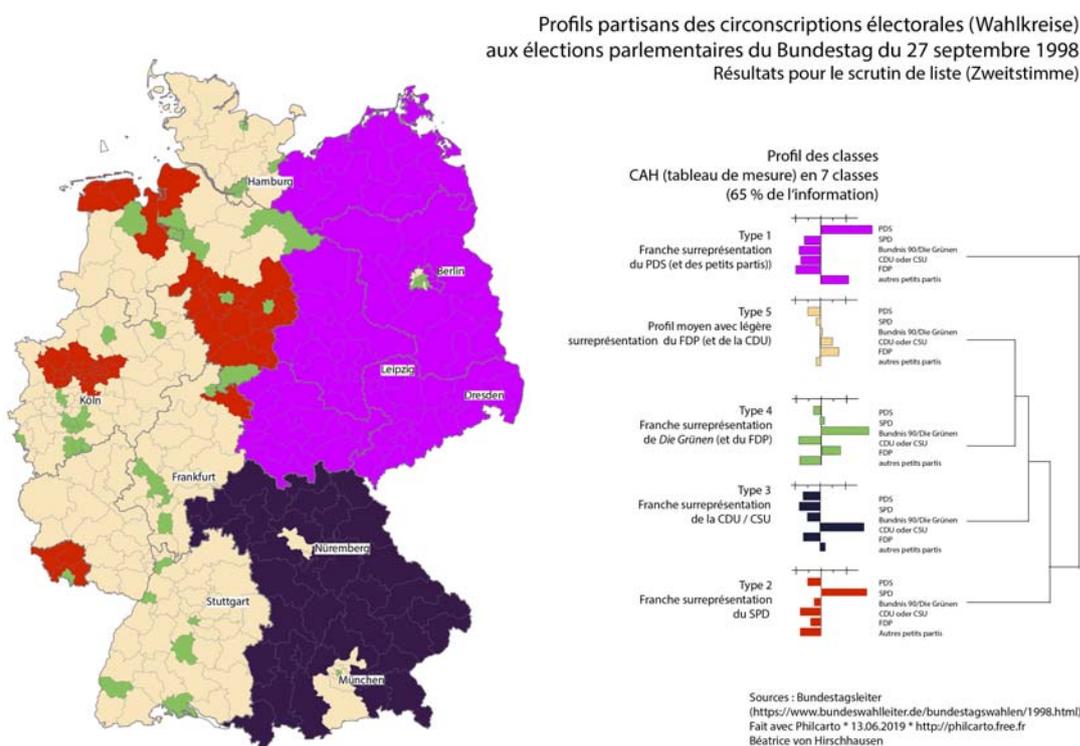
Trente ans après la chute du Mur de Berlin, l'Allemagne présente une situation apparemment paradoxale. D'un côté, sur le plan économique et des modes de vie, il est clair qu'un processus de rattrapage de la partie orientale par rapport à la partie occidentale a eu lieu, comme le prouvent l'alignement progressif des salaires et des retraites de l'Est sur celles de l'Ouest ou le fort décroît du taux de chômage dans la partie orientale du pays, ramené enfin à des proportions modestes après avoir longtemps constitué l'un des principaux sujets de préoccupation à l'Est. Au prix d'un effort national inédit dans son histoire, l'Allemagne est parvenue à doter sa partie orientale d'infrastructures de transport et de réseaux d'énergie modernes, d'usines compétitives et de centres de recherche de pointe. En outre, pour la première fois depuis la "Wende" de 1989-1990, les Länder de l'Est ont reçu en 2018-2019 plus d'habitants qu'ils n'en ont perdus.

On aurait pu raisonnablement penser que cette convergence économique entre les deux Allemagnes allait se traduire par une convergence politique, autrement dit que le comportement électoral des Allemands de l'Est allait progressivement se rapprocher de celui des Allemands de l'Ouest. Or, c'est tout le contraire qui s'est passé. Comment expliquer une telle divergence ? Au-delà du comportement électoral des Allemands de l'Est et des Allemands de l'Ouest, que révèle-t-elle ?

III.1- Un héritage post-communiste ?

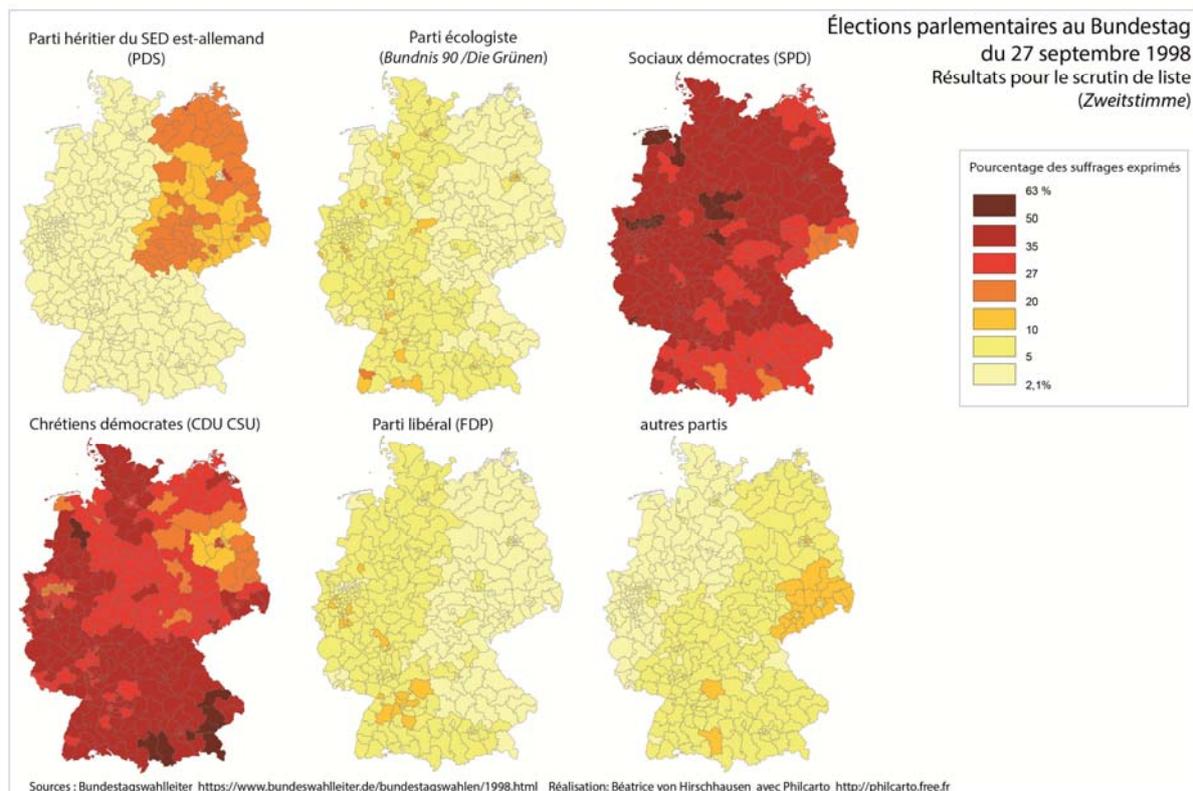
La singularité est-allemande n'est pas nouvelle. Nous l'avons dit, elle est même une constante des élections parlementaires depuis 1990. On la repère par exemple très bien lors des élections de 1998 sur la carte synthétique (figure 6) réalisée selon la même méthodologie que pour la carte de 2017 (figure 4). Elle n'est toutefois pas tout à fait de même nature. Les cartes analytiques figurant les résultats, parti par parti (figure 7), montrent qu'elle était alors avant tout le fait des bons résultats obtenus par le PDS, héritier critique du parti communiste est-allemand⁹. Dans les nouveaux *Länder*, les anciens citoyens est-allemands étaient alors, dans la majorité des circonscriptions de l'Est, plus de 20 % à se reconnaître dans son opposition franche à la politique économique et sociale du gouvernement fédéral (figure 6). Mais la géographie des autres partis ne marquait pas semblable discontinuité. En 1998, la vague social-démocrate unifiait même le pays (figure 7) : Gerhard Schröder avait dû pour une large part sa victoire au succès du SPD dans les nouveaux *Länder*, qui venait remettre en cause le succès de masse que s'était octroyée la CDU durant les premières années de la *Wende* : la chute d'Helmut Kohl s'était alors avant tout décidée dans les *Länder* de l'Est, pressés de faire tomber leur ancien héros.

Figure 6 : Les profils partisans des circonscriptions électorales aux élections parlementaires de 1998



⁹ Le PDS (« *Partei des Demokratischen Sozialismus* ») était issu de la transformation en 1990 du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), qui avait monopolisé le pouvoir en RDA. Il a fusionné en 2007 avec une aile gauche dissidente des sociaux-démocrates, la « *Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit* », WASG (en français « *Alternative électorale travail et justice sociale* ») ayant quitté le SPD avec Oskar Lafontaine, à la suite de son désaccord avec la politique de Gerhard Schröder pour former le parti « *Die Linke* » (en français « *La gauche* »).

Figure 7 : Résultats des élections parlementaires de 1998 pour les principaux partis



L'originalité des *Länder* orientaux, alors caractérisés par le vote PDS, pouvait faire figure à cette époque de reliquat : la plupart des commentateurs y voyait en effet la persistance de l'héritage idéologique de communautés d'électeurs dont la grande majorité des membres avait été socialisée du temps de la RDA ; elle était lue comme le fruit de l'emprise résiduelle de l'ancien parti communiste de RDA, dans les têtes comme dans les territoires grâce à ses réseaux et implantations locales. On avait alors parlé d'un vote identitaire relique, logiquement promis à la disparition.

C'est d'ailleurs la thèse que confortaient les analyses qui s'étaient imposées en science politique au cours des années 1990. Les travaux d'universitaires aussi reconnus que Claus Offe (1994), Helmut Wiesenthal (1996), ou Rainer Lepsius (1995) identifiaient les causes du vote contestataire au sein de l'électorat des nouveaux *Länder* comme l'héritage d'une socialisation politique, formatée au sein d'un État anti-démocratique, autoritaire et paternaliste, et inadaptée au contexte d'une économie de marché et d'une démocratie parlementaire. Ces auteurs pointaient ainsi du doigt le manque de dynamisme et de sens de l'innovation, l'inaptitude au débat, à la prise de responsabilité ou à l'engagement, en un mot une « mentalité » est-allemande jugée anachronique.

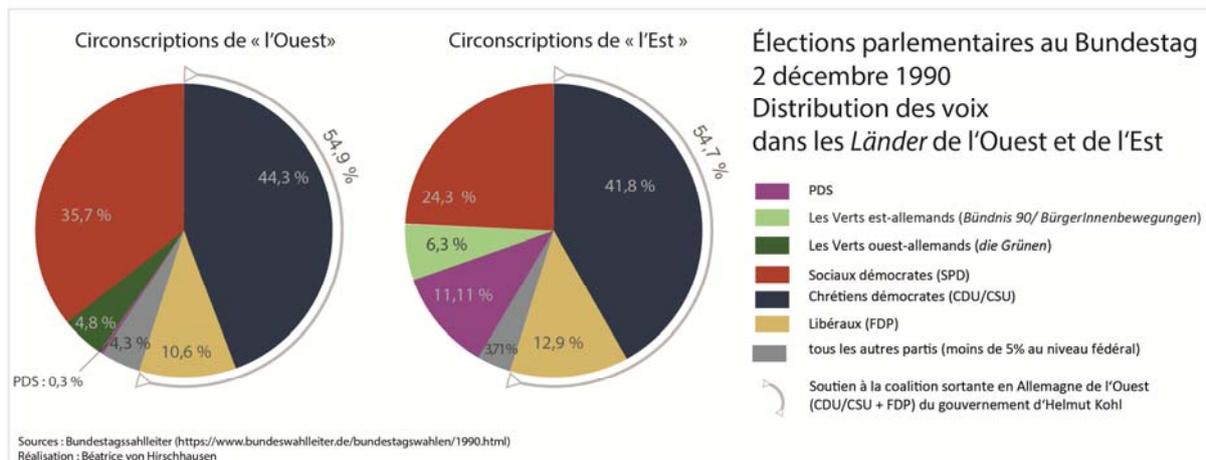
Or, depuis la Réunification, trois décennies et une génération ont passé mais la discontinuité Est / Ouest de la géographie électorale allemande ne s'efface pas. Le vote pour la gauche anti-libérale tend à perdre du terrain mais la singularité du vote est-allemand ne s'efface pas et sa

propension à contester les partis de gouvernement ne faiblit pas. Au contraire elle s'accroît. L'irruption du vote populiste et le succès de l'AfD aux élections parlementaires fédérales de 2017 et lors des scrutins régionaux qui l'ont précédé ou qui l'ont suivi, défie les analyses : l'AfD est un nouveau venu dans le paysage politique, le mouvement est très implanté à l'Est alors que ses leaders viennent surtout de l'Ouest ; son discours décomplexé et provocateur puise volontiers son inspiration dans une rhétorique d'extrême-droite, qui était totalement bannie de l'espace public du temps de la RDA et qui se situe aujourd'hui aux antipodes de l'identité antifasciste dont se réclame « *Die Linke* ». Sauf à reproduire les clichés stigmatisant la « mentalité » est-allemande, on ne peut plus recourir cette fois-ci à l'argument de l'inertie des anciennes socialisations. 30 ans après la chute du Mur, la compréhension de ce qui se joue sur le registre politique est forcément plus complexe.

III.2- Les effets structurels durables du choc de la Réunification

L'« hypothèse d'un effet de socialisation » (« *Sozialisationshypothese* ») fut dès les années 1990 contestée par d'autres analystes comme Claudia Ritter (1996) ou Detlef Pollack (1997, 2004). En cherchant les origines d'une différence des Allemands de l'Est dans leur socialisation, critiquaient ces auteurs, on renonçait de fait à les tenir pour des acteurs rationnels et des citoyens pensant et agissant de manière autonome ; en un mot, on les renvoyait à une identité de « groupe ethnique culturalisé » : des *Ossis* qui le resteraient toujours (Pollack 2000, p. 282-283). Or, les études d'opinion ont montré que les normes et valeurs des « *Ossis* », tels qu'ils apparaissent dans des études empiriques du tout début des années 1990, ne différaient pas beaucoup de celles des « *Wessis* ». En 1990, ils étaient alors 77% à plébisciter le modèle de l'économie ouest-allemande et à le tenir pour supérieur à une économie planifiée (Noelle-Neumann et Köcher 1997, p. 670 sqq.). Ils étaient beaucoup plus nombreux à préférer un système économique qui récompenserait l'effort et à récuser les logiques redistributives du système socialiste (Pollack 2000). Ils étaient également plus nombreux à donner la priorité du principe de liberté sur celui d'égalité que l'inverse (Arnhold 2009 p. 31). Leur préférence s'était d'ailleurs alors clairement traduite dans les urnes : aux premières élections parlementaires de l'Allemagne réunifiée, en décembre 1990, ils avaient, avec la même vigueur que leur compatriotes de l'Ouest, donné une franche majorité (près de 55% des voix sur les scrutins de liste) aux partis du gouvernement sortant d'Helmut Kohl (figure 8).

Figure 8 : Distribution des voix par partis dans les *Länder* de l'Ouest et de l'Est aux premières élections parlementaires de l'Allemagne réunifiée, en décembre 1990

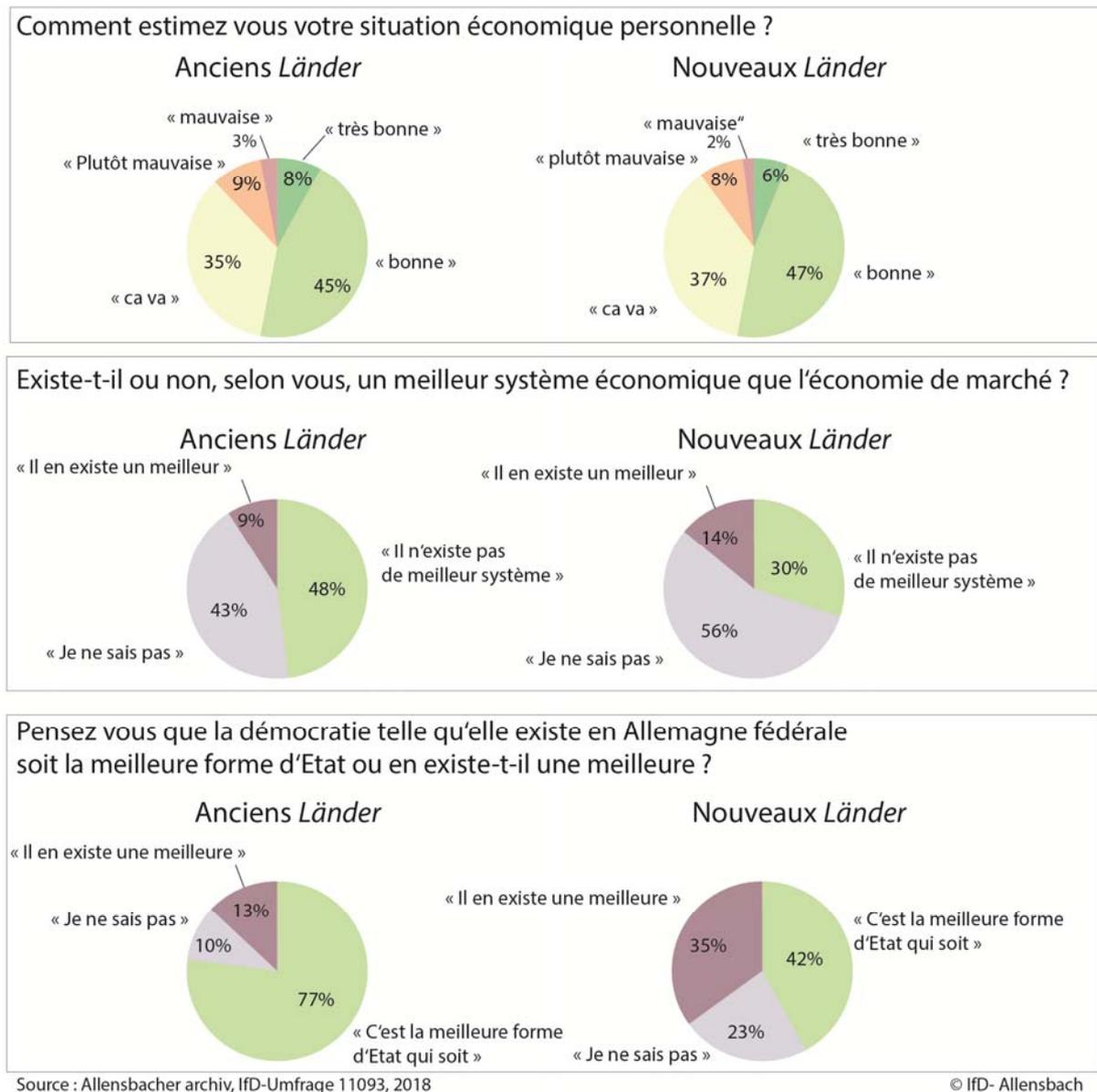


Ce n'est qu'au fil de l'expérience de la première décennie après la *Wende* que leur opinion favorable a connu une inexorable dégradation : en 2000 ils n'étaient plus que 31% à juger positivement le modèle économique ouest-allemand, plus que 30 % à donner la priorité au principe de liberté sur le principe d'égalité. Le doute s'est dès lors emparé des habitants des nouveaux *Länder*. Les sondages les plus récents le confirment (Köcher, 2019) : alors qu'ils expriment une satisfaction tout à fait comparable à celles des habitants de l'Ouest quant à leur situation économique personnelle, les habitants de l'Est, avec une claire majorité, expriment leur scepticisme à l'égard de la démocratie parlementaire et de l'économie de marché (figure 9).

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut s'intéresser aux expériences sociales et économiques vécues par les populations des nouveaux *Länder*. Les tenants de l'« hypothèse d'un effet de situation » (« *Situationshypothese* ») ont ainsi adossé leurs explications à l'expérience douloureuse du basculement dans un contexte postsocialiste économiquement et socialement inégal qui a progressivement nourri la prise de distance des Allemands de l'Est à l'égard de l'Allemagne réunifiée (Dieter Walz, Wolfram Brunner 1997, Pollack 2000). Ces travaux placent davantage les causes de la contestation dans l'effondrement industriel, la désintégration de l'organisation sociale des campagnes et de l'emploi agricole ainsi que la hausse dramatique du chômage au cours des deux premières décennies. La destruction de l'appareil industriel est-allemand (Böick, 2018) a précipité en quelques années des millions d'Allemands de l'Est dans le chômage et la précarité. Dès 1993, seulement 3 ans après l'unité monétaire et fiscale, moins du tiers des actifs occupaient encore l'emploi qu'ils avaient en 1989 ; en 1995, 85% des emplois industriels avaient disparu ; un record absolu parmi les PECO. L'historien Bernd Zielinski résume la situation de manière tranchée mais claire : "*primat de l'impératif politique sur les considérations économiques, croyance dogmatique*

dans les préceptes libéraux, imposition d'une politique inadaptée par la RFA sur des partenaires est-allemands dominés" (Zielinski, 2011).

Figure 9 : La satisfaction des habitants de l'Ouest et de l'Est à l'égard de la situation économique et politique en 2018. Résultat d'un sondage.

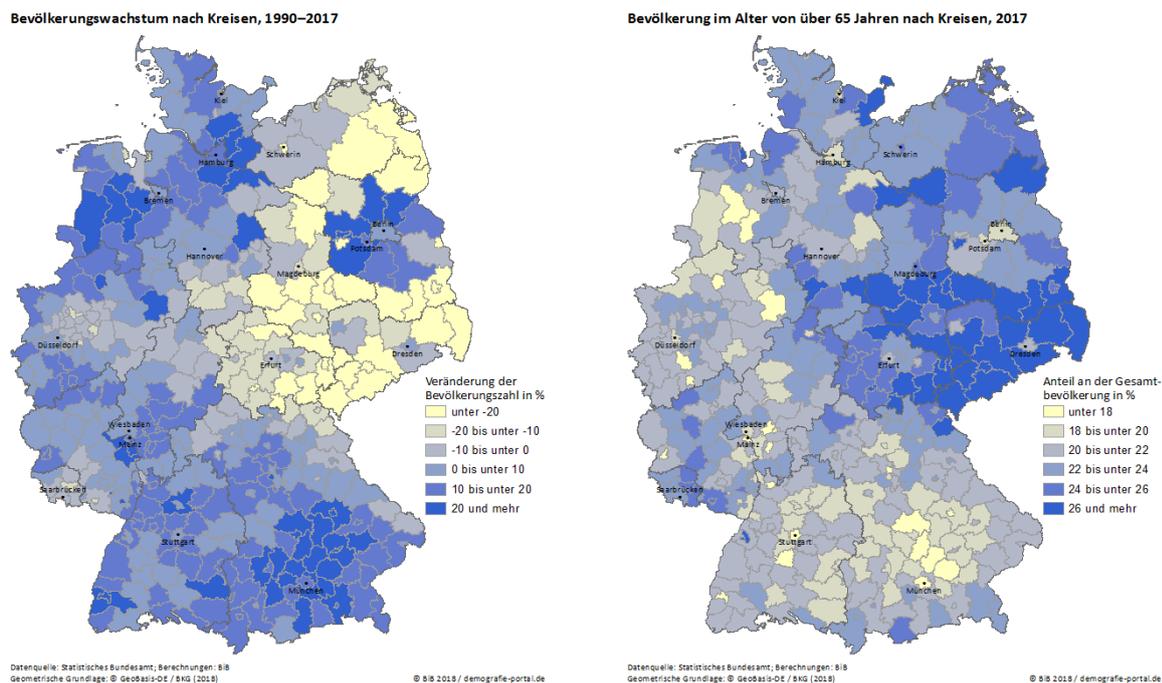


C'est avec les analyses conduites aux niveaux locaux de la transformation que se mesure le mieux l'intensité du choc post-socialiste vécu par les habitants des *Länder* de l'Est. On pourra se rapporter ici, pour s'en tenir aux travaux francophones, aux thèses et travaux conduits dans les années 1990 et 2000 sur l'effondrement de l'industrie textile dans le Vogtland (Roth 2006), sur les trajectoires régionales de désindustrialisations (Labrousse 2002 ; 2003), ou sur

la brutale transformation des systèmes économiques et sociaux dans les campagnes (Lacquement 1996 ; 2005).

En dépit du retour de la croissance dans les nouveaux *Länder* à partir de 2006 et de la convergence des indicateurs économiques et sociaux, ce choc de la Réunification a laissé des traces. Elles se lisent notamment sur les cartes démographiques. Celles de la figure 10 montrent l'importance de la ponction démographique subie par les *Länder* de l'Est depuis la chute du Mur. A l'exception des circonscriptions de la grande périphérie berlinoise, la population a diminué fortement, perdant presque partout plus de 10% des effectifs et dans les secteurs ruraux, plus de 20%. Les villes ont également été puissamment fragilisées par les départs qui les ont fait « rétrécir » : agglomérations petites et moyennes ont été les plus touchées; certaines comme Guben, sur la frontière polonaise ont pu perdre jusqu'à 50% de leur population (Herbert, 2007 ; Florentin et alii, 2009 ; Florentin 2010 ; Roth 2011 ; Grésillon 2011). Le départ massif des populations les plus jeunes, les plus qualifiées, les plus féminines et les plus mobiles vers les emplois des régions économiques les plus dynamiques de l'Ouest se solde par un vieillissement profond de la population, doublé d'un sentiment d'abandon. Il y a sans doute là une clé de la singularité du vote est-allemand.

Figure 10 : La transcription démographique du choc de la Réunification :



Mais l'hypothèse de l'effet de situation est complexe : il ne se résume pas à la mesure objective et chiffrée de l'état des sociétés locales, car si certains paramètres sociaux-économiques continuent bien de caractériser les nouveaux *Länder*, ils sont combinés à d'autres dont la géographie est désormais indifférente à l'ancienne partition et ils ne suffisent pas à expliquer à eux seuls l'extraordinaire singularité du vote est-allemand. Il faut pour cela

prendre en compte la dimension symbolique du rapport inégal qui s'est établi dès 1990 entre les sociétés de l'Est et de l'Ouest.

III. 3. La dimension symbolique de l'asymétrie Est / Ouest

Il existe une forme d'impensé politique sur la période de transition et notamment sur ces années 1990 où s'est joué l'avenir de l'ex-Allemagne de l'Est. A cette époque charnière, l'Histoire était en marche et elle avançait plus vite que les mentalités. Les acteurs de cette histoire, "Ossis" comme "Wessis", étaient tenus de regarder vers l'avant, jamais vers l'arrière. Comme le dit Wolfgang Thierse dans l'entretien qu'il nous a accordé, par une curieuse ironie de l'histoire, les "vainqueurs" de 1989, ceux qui avaient fait tomber le Mur, autrement dit les Allemands de l'Est, sont devenus après 1990 les "vaincus" de la Réunification, ressentie par certains comme une annexion de l'Est par l'Ouest. De là provient le sentiment de frustration originel ressenti par toute une génération d'Allemands de l'Est.

La casse sans précédent de l'appareil productif est-allemand a généré un deuxième type de frustration doublé d'un sentiment de colère voire même de trahison chez de nombreux électeurs, qui avaient cru aux promesses de Helmut Kohl et qui découvraient les dessous du capitalisme. Ce sont ces derniers qui ont fourni les gros des troupes du parti d'opposition est-allemand, le PDS (Parti du socialisme démocratique) dans les années 1990. Cependant, on ne saurait distinguer telle ou telle cause suscitant tel ou tel effet. On a affaire, dans les années 1990 et 2000, à un effondrement systémique, à l'effondrement d'un système qui touche tous les aspects de la vie des Allemands de l'Est : vie professionnelle, vie familiale, cercle d'amis, sociabilités diverses, logement, mobilité, couverture sociale et maladie, salaires et retraites, etc., tout est remis en question. Les fortes inégalités nées d'une Réunification mal gérée sur un fond de promesses politiques non tenues et perçues par les gens de l'Est comme des mensonges (cf. la perspective des "paysages florissants" de l'Est dessinée par le chancelier Kohl) ont nourri le besoin croissant de distinction des Est-Allemands et la divergence des opinions publiques de part et d'autre de l'ancien Rideau de fer.

Très vite, la crise économique et sociale est en effet devenue une crise d'identité. L'expression "*Bürger zweiter Klasse*" ("*Citoyens de seconde zone*") est apparue dès le début des années 1990. Même si elle n'a pas été exploitée par le PDS, l'expression exprimait ce qu'un certain nombre d'Allemands de l'Est éprouvaient à cette époque. Ce sentiment s'est avéré durable : en 2000, les personnes sondées à l'Est étaient encore 73% à se considérer comme tels (Pollack 2000). Traités de « geignards » (« *Jammerossis* »), les habitants de l'Est se sont défendus de la stigmatisation subie dans le discours public en traitant les *Wessis* de donneurs de leçon (« *Besserwessis* »). Les réformes radicales de Gerhard Schröder au début des années 2000 puis la crise économique mondiale des années 2007-2010 ont été durement ressenties dans

toute l'Allemagne mais particulièrement en Allemagne de l'Est, rendant impossible la "*Versöhnung*" (réconciliation) tant attendue entre Allemands de l'Est et Allemands de l'Ouest. Plus grave sans doute : toute cette frustration accumulée par nombre de "*Ossis*" n'a jamais pu s'exprimer publiquement, elle n'a jamais été "*aufgearbeitet*" / thématisée dans une sorte de grand débat national, elle est restée tue, sauf dans les urnes. Il a fallu attendre des années très récentes pour que la parole des Allemands de l'Est commence à se libérer, et encore, souvent par le truchement de leurs représentants politiques (cf. le succès du livre de Petra Köpping, ministre SPD de Saxe, *Integriert doch erst mal uns ! – Commencez par nous intégrer d'abord !*, 2018). 52% des habitants de l'Est pensent toujours en 2018 que des origines *Ossis* ou *Wessis* sont encore un critère important de discrimination sociale, alors que les personnes interrogées à l'Ouest pensent que c'est bien davantage l'origine nationale, la formation ou le niveau des revenus qui font la différence (Köcher 2019).

Place doit être faite ici aux analyses développées depuis une dizaine d'années par une géographie allemande critique, attachée à dégager les analyses classiques de la déprise économique et sociale de l'Est d'une forme de fatalisme historique qui renvoie les multiples crises postsocialistes aux effets de la transformation et de la Réunification sans davantage en questionner les raisons (Roth 2016). La thèse d'un processus de « périphérisation » (*Peripherisierung*) s'emploie notamment à déconstruire les mécanismes de la domination par des acteurs de l'Ouest des territoires de l'Est. Le concept n'est pas propre à la situation allemande et entend proposer les cadres d'une analyse critique des processus de formation des périphéries et des dépendances territoriales (Fischer-Tahir Naumann 2013). L'analyse avait d'abord été conduite sur le terrain discursif, à travers l'étude des rapports et textes officiels de la puissance publique sur la transformation des nouveaux *Länder*, montrant que la construction de la différence est-allemande passait par le langage qui désigne une altérité est-allemande par comparaison avec une situation ouest-allemande définie comme la norme à imiter ou rattraper (Schlottmann, 2005). Cet imaginaire géographique qui distingue un « ici » de ce qui est « de l'autre côté », a suffi à donner corps à deux réalités sociales territorialisées (celle de l'Ouest et celle de l'Est) perçues et vécues comme différentes. Il s'est infiltré dans le langage quotidien, en-deçà d'une quelconque visibilité idéologique, et a participé à la construction d'un Est exotique, « en retard », et qui aurait tout à apprendre du « modèle » ouest-allemand. L'intérêt de la démarche se déploie toutefois pleinement quand elle ne s'en tient pas à l'analyse des discours mais s'intéresse aux processus proprement politiques, sociaux et spatiaux de production des situations de dépendance. Les recherches conduites par exemple sur des régions rurales de Poméranie occidentale (Naumann-Reichert-Schick 2012) ou sur une petite ville de Saxe-Anhalt (Bürk 2012) montrent comment les acteurs locaux de régions « périphérisées » sont placés dans la dépendance économique mais aussi idéologique d'instances supérieures de financement ou d'investissement qui prescrivent leur solutions à des territoires d'emblée identifiés comme « marginaux » ou « défavorisés », sans laisser de place réelle à l'initiative et surtout à l'inventivité locale. Ces positions de dépendances

renforcent des formes de conformismes locaux à des formules standardisées, fournies de l'extérieur presque clé en main et qui conditionnent l'accès aux subsides. Les déprises économiques ou démographiques sont alors dans cette perspective moins vues comme les causes des difficultés politiques et davantage comme les symptômes d'une mise sous tutelle et de formes plus ou moins explicites de stigmatisation inscrites dans les imaginaires géographiques et les politiques publiques (Beetz 2008). Detlev Pollack dans son article de 2004 avait mis la question de la « fierté » au cœur de son analyse pour expliquer le dépit politique des électeurs de l'Est : ce sont, selon lui, leurs positions de dépendance économique et symbolique et l'impossibilité pour eux d'être fiers d'un succès économique, attribué aux gigantesques efforts financiers ouest-allemands, qui nourrit leur prise de distance politique.

Conclusion

Nous nous inscrivons ainsi en opposition aux tentatives d'explication culturaliste de la singularité de la trajectoire est-allemande, tentatives qui reviennent, *in fine*, à présenter "les" Allemands de l'Est des années 1990 et 2000 comme d'anciens communistes inaptes au changement et ceux des années 2010 comme des racistes, électeurs de l'AfD. Outre le fait que ces thèses sont par trop simplificatrices, elles passent à côté de l'essentiel. Elles masquent le fait que la Réunification a constitué pour de nombreux Allemands de l'Est un traumatisme non résolu, nourrissant jusqu'à aujourd'hui leurs frustrations, leur mécontentement... et leur comportement électoral. Nous posons au contraire, à la suite de travaux critiques sur la construction de la dépendance est-allemande, que les différences entre les attitudes politiques signalent moins une différence entre les valeurs héritées de passés séparés qu'entre les expériences postérieures à la Réunification et que c'est donc dans une perspective située et relationnelle qu'il faut les aborder. Nous ne considérons donc pas les cultures politiques en jeu comme des données stables dans la durée mais plutôt comme le résultat de différentes formes de stratégies de distinction et de réactualisation de la différence. Pendant une vingtaine d'années, c'est le PDS devenu « *Die Linke* » qui a recueilli les suffrages des mécontents. Puis, victime d'une forme d'institutionnalisation, « *Die Linke* » n'est plus apparu comme étant suffisamment "contre" aux yeux de certains et ceux-là ont alors jeté leur dévolu sur l'AfD. Sur une partie de ces territoires, le NPD parti d'extrême droite aux accents volontiers néo-nazis, était parvenu au début des années 2000 à s'implanter lors des scrutins régionaux selon une stratégie de conquête électorale et d'insertion locale très concertée (Iost 2008 ; 2012). Dans certaines circonscriptions rurales et périphériques de Saxe ou du Mecklembourg, il était parvenu à recueillir plus de 10% des suffrages, dessinant la géographie d'un profond malaise politique. La médiatisation de l'afflux des réfugiés à l'été 2015 en Allemagne, survenue sur le terreau social et identitaire fragile de l'Allemagne de l'Est, a fait le reste en réactivant les frustrations et en précipitant nombre d'électeurs est-allemands dans les bras de l'AfD, qui n'a de cesse d'agiter le spectre de la peur de l'étranger.

Il y a peut-être dans la demande de fermeture des frontières des électeurs de l'AfD, l'écho d'un traumatisme, remontant à la Réunification et à la violence du choc économique et social, vécu lors de leur ouverture il y a trente ans.

Références citées

- AHBE Thomas (2016). *Ostalgie. Zu ostdeutschen Erfahrungen und Reaktionen nach dem Umbruch*. Erfurt : Landeszentrale für Politische Bildung Thüringen, 104 p.
- ARNHOLD Madlen (2009). „Mentalitätsunterschiede zwischen Ost- und Westdeutschland und ihre Herkunft“. *Ifo Dresden Berichtet* 2009-1, p. 28-40.
https://www.ifo.de/DocDL/ifodb_2009_1_28_40.pdf
- BEEZ Stephan (2008). „Peripherisierung als räumliche Organisation sozialer Ungleichheit“. In: BARLÖSIUS Eva , NEU Claudia (dir.) *Peripherisierung - eine neue Form sozialer Unsicherheit?* : Materialien der Interdisziplinären Arbeitsgruppe ‚Zukuntorientierte Nutzung ländlicher Räume – LandInnovation‘. Berlin: Verlag Berlin-Brandenburgische Akademie der Wissenschaften, pp. 7-16. <https://edoc.bbaw.de/files/770/25dVE8zriuMWI.pdf>
- BÖICK Marcus (2018). *Die Treuhand. Idee – Praxis – Erfahrung 1990-1994*, Göttingen, Wallstein Verlag.
- BÜRK Thomas (2012). « Voices from the Margin : the stigmatization process as an effect of socio-spatial peripheralization in small-Town Germany » in: FISCHER-TAHIR Andrea, NAUMANN Matthias (eds.) *Peripheralization. The Making of spatial Dependencies and Social Injustice*. p. 168-186.
- DEMESMAY Claire, HEIMERL Daniela (2013). « Derrière le vote du Bundestag : Portrait-robot des électeurs allemands ». *Allemagne d'aujourd'hui* 2013/4 (N° 206), pages 8 à 21.
- FINA Stefan, OSTERHAGE Frank, RÖNSCH Jutta, RUSCHE Karsten, SIEDENTOP Stefan, ZIMMERHEGMANN Ralf, DANIELZYK Rainer (2019). *Ungleiches Deutschland. Sozioökonomischer Disparitätenbericht 2019. Wissenschaftliche Kurzfassung*. Bonn: Friedrich Erbert Stiftung. 35 p. <https://www.fes.de/ungleiches-deutschland>.
- FLORENTIN Daniel (2010). « The ‘perforated city’: Leipzig’s Model of Urban Shrinkage Management », *Berkeley Planning Journal*, 23 (1), p. 83-101
- FLORENTIN Daniel, FOL Sylvie, ROTH Hélène (2009). “La "Stadtschrumpfung" ou "rétrécissement urbain" en Allemagne : un champ de recherche émergent”. *Cybergeo : Revue européenne de géographie / European journal of geography*, <https://cybergeo.revues.org/22123>. {hal-01265918}
- FUCHS Dieter (1997). „Welche Demokratie wollen die Deutschen? Einstellungen zur Demokratie im vereinigten Deutschland. In: GABRIEL Oscar W. (Hrsg.) *Politische Orientierungen und Verhaltensweisen im vereinigten Deutschland*. Opladen. S. 81-113.
- GRESILLON BORIS (2011). « La culture comme alternative au déclin : mythe ou réalité ? Le cas des villes allemandes rétrécissantes », in *Géocarrefour*, vol. 86-2/2011, p. 151-160.
- HERFERT, Günter (2007). « Campagnes et villes face au déclin démographique de l’Allemagne orientale ». *Revue d’études comparative Est-Ouest*, 38, 2007-3,, p. 31-56.

- HOCQUET Marie, GARRIDO Caroline, HIRSCHHAUSEN Béatrice von (2017). « Berlin par-delà les ruptures- vivre raconter et produire les matières de la ville ». *L'Espace géographique*, 46, 2017-2. 158-173.
- IOST Delphine (2008). « L'implantation du NPD dans les nouveaux *Länder* Allemands », *Hérodote*, 128, 2008/1, p. 87-102.
- IOST Delphine (2012). *Géopolitique de l'extrême droite dans les nouveaux Länder*. Thèse sous la direction de Béatrice Giblin. Saint-Denis : Université Paris 8, 531 p.
- KÖCHER Renate (2019). „Fremd inm eigenen Haus“. *Frankfurter Allgemeine Zeitung* 23.01.2019.
- KÖPPING Petra (2018), *Integriert doch erst mal uns! Eine Streitschrift für den Osten*, Berlin, Ch. Links Verlag.
- LABROUSSE Agnès (2002). « L'économie est-allemande entre transfert institutionnel, dépendance du sentier et hybridation », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 33(2), p. 137-168.
- LABROUSSE Agnès (2003). *Les mutations de l'économie est-allemande depuis la Réunification - Un éclairage institutionnel et évolutionnaire*. Thèse en science économique. Paris : EHESS. 642 p.
- LACQUEMENT Guillaume (1996). La décollectivisation dans les nouveaux Länder allemands. Acterus et territoires face au changement de modèle agricole. Paris : L'Harmattan. Coll. « Pays de l'Est ». 256 p.
- LACQUEMENT Guillaume (2005). « Les changements fonctionnels dans les territoires ruraux des nouveaux länder allemands ». *Bulletin de l'Association des géographes Français*, vol. 81, n°2, pp. 155-167
- LEPSIUS M. Rainer (1995). „Das Legat zweier Diktaturen für die demokratische Kultur im vereinigten Deutschland“. In: HOLTSMANN Everhard, SAHNER Heinz (Hrsg.) *Aufhebung der Bipolarität. Veränderungen im Osten, Rückwirkungen im Westen*. Opladen. S. 25-39.
- NAUMANN Matthias, REICHERT-SCHICK Anja (2013). «Infrastructure and Peripheralization: Empirical Evidence from North-Eastern Germany ». in: FISCHER-TAHIR Andrea, NAUMANN Matthias (eds.) *Peripheralization. The Making of spatial Dependencies and Social Injustice*. Wiesbaden: Springer VS, p. 145-167.
- NOELLE-NEUMANN Elisabeth, KÖCHER Renate (Hg.) (1997). *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1993-1997*. Munich : De Gruyter Saur. 1268 p.
- OFFE Claus (1994). *Der Tunnel am End des Lichts, Erkundungen der politischen Transformation im Neuen Osten*. Frankfurt a. M./New York.
- OFFENSTADT Nicolas (2018). *Le pays disparu. Sur les traces de la RDA*. Paris : éditions Stock, 419 p.
- POLLACK Detlev (1997). „Das Bedürfnis nach Anerkennung. Der Wandel der Akzeptanz von Demokratie und Marktwirtschaft in Ostdeutschland“. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B. 13, p. 3-14.
- POLLACK Detlev (2000). « Das geteilte Bewusstsein. Einstellungen zur sozialen Ungleichheit und zur Demokratie in Ost- und Westdeutschland 1990-1998 ». in : Czada Roland, Wollmann Hellmut (dir.) *Von der Bonner zur Berliner Republik*. Opladen : Westdeutscher Verlag, p.281-307.

- POLLACK Detlef (2004). "Support for Democracy in Eastern and Western Germany: an Attempt to Explain the Differences". *Archives européennes de sociologie*, 45-2, p. 257-272,
- RITTER Claudia (1996). „Politische Identitäten in den neuen Bundesländern. Distinktionsbedarfe und kulturelle Differenzen nach der Vereinigung. In: WIESENTHAL Helmut (Hrsg.) *Einheit als Privileg. Vergleichende Perspektiven auf die Transformation Ostdeutschlands*. Frankfurt a.M/New York. pS. 141-187.
- ROTH Hélène (2006). *Espaces intermédiaires en recomposition – Les campagnes industrielles allemandes en région de frontières*. Thèse de doctorat, sous la direction de V. Rey, ENS Lettres et Sciences Humaines, Lyon, 190 p.
- ROTH Hélène (coord.)(2011). « Les villes rétrécissantes en Allemagne - dossier thématique ». *Géocarrefour*, vol 86-2, p. 75-160. <http://www.cairn.info/revue-geocarrefour-2011-2-page-75.htm>
- ROTH Hélène (2016). « Du déclin à la périphérisation : quand les courants constructivistes et critiques revisitent les différenciations spatiales en Allemagne ». *Cybergeo : Revue européenne de géographie / European journal of geography*, <10.4000/cybergeo.27389>
- SCHLOTTMANN Antje (2005). *RaumSprache. Ost-West-Differenzen in der Berichterstattung zur deutschen Einheit. Eine sozialgeographische Theorie*. Stuttgart : Franz Steiner Verlag, 343 p.
- SCHLUCHTER Wolfgang (1996). *Neubeginn durch Anpassung? Studien zum ostdeutschen Übergang*. Frankfurt a. M.
- VEEN Hans-Joachim (1996). „Innere Einheit – aber wo liegt sie? Eine Bestandsaufnahme im siebten Jahr nach der Wiedervereinigung Deutschlands. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B. 40, S. 19-28
- WALZ Dieter und BRUNNER Wolfram (1997). „Das Sein bestimmt das Bewusstsein. Oder : Warum sich die Ostdeutschen als Bürger 2. Klasse fühlen“. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B. 51, S. 13-19
- WIESENTHAL Helmut (1996). „Die Transition Ostdeutschlands, Dimensionen und Paradoxien eines Sonderfalls“. In: WIESENTHAL Helmut (Hrsg.) *Einheit als Privileg. Vergleichende Perspektiven auf die Transformation Ostdeutschlands*. Frankfurt a.M/New York. S. 10-39.
- ZIELINSKI Bernd (2011). "L'Unification économique en Allemagne en 1990. Une thérapie de choc controversée", *Vingtième siècle*, 2011/2, n° 110, p. 97-110.